ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

25 mai 2010
10e année
Nº 20

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le «monstre» des marchés financiers et de l'endettement, créé par les hommes, peut être maîtrisé

Pourquoi il faudrait limiter à nouveau la circulation des capitaux

ts. Il vaut parfois la peine de relire certains livres, en particulier lorsqu'il s'agit de textes concernant des événements historiques, et de les replacer dans des contextes nouveaux. A un moment comme le nôtre où les médias sont pleins de commentaires sur la grave crise financière et économique dans laquelle les quantités colossales d'argent imprimé censées sauver les grandes banques de la faillite vont être mises à la charge des contribuables, où des Etats sont au bord de la faillite parce qu'ils ne peuvent plus maîtriser le service de la dette publique, où menace une importante inflation que devra également supporter la population sur laquelle finalement tout retombe, à un moment où au nom de la libre circulation des capitaux l'argent devient une nouvelle arme de destruction massive, où la rapacité paraît illimitée, où la problématique des intérêts remplit à nouveau les colonnes des journaux, où même un journal plutôt favorable aux banques comme la *Neue Zürcher Zeitung* utilise le terme de «monstre» à propos des marchés financiers (cf. l'article «Das Schuldenmonster regt sich» du 28 décembre 2009), à ce moment-là, certains livres peuvent donner une idée d'ensemble sur des événements qui risquent de nous échapper dans le stress quotidien.

Quand dans nos médias dominants, il est question du «monstre de l'endettement» ou des «marchés financiers» qui apprécieront peu ceci ou cela, d'«investisseurs» anonymes qui se retirent des marchés, de «flux d'argent, qui pourraient fuir à l'étranger», de «fonds spéculatifs qui prennent des paris contre les monnaies», etc., le lecteur éprouve un sentiment d'impuissance, d'abandon à un destin apparemment inévitable: Que pourrait bien faire le simple citoyen?

Et c'est précisément contre la tutelle imposée au simple citoyen que s'élève l'un des livres évoqués plus haut: Il s'agit du roman policier «Die blaue Liste» de *Wolfgang Schorlau* (Köln, 2005, ISBN 3-462-03479-0) qui transporte le lecteur à l'époque de la réunification allemande lorsque la *Treuhand,* après l'assassinat de *Detlev Carsten Rohwedder,* a bradé la totalité du patrimoine des citoyens de la RDA à des grands groupes de l'Ouest, et où le principe coopératif et la doctrine sociale de l'Eglise, avec sa réconciliation du travail avec le capital, étaient foulés aux pieds. L'auteur réussit remarquablement à présenter de manière très évocatrice la «troisième voie» entre l'économie planifiée et le capitalisme pur, c'est-à-dire le système coopératif, qui applique la doctrine sociale de l'Eglise, alternative à l'idéologie selon laquelle il n'y a pas d'autre solution que la privatisation, la globalisation, la dérégulation et l'homo oeconomicus. Nous réservons la présentation de la solution coopérative à d'autres articles. Nous nous contenterons, pour éclairer la situation actuelle, d'un petit exposé sur la théorie financière qui montrera à quel point l'idéologie de la libre circulation des capitaux est abstraite, absurde et inhumaine. Schorlau attribue les déclarations suivantes à un banquier sans scrupules qui occupe une tour de verre de Stuttgart et qu'il présente comme une instance située derrière d'autres instances. Le lecteur comprend que derrière ce personnage, il y a d'autres personnages situés dans des sphères situées encore plus loin des réalités et appartenant aux milieux tout à fait intouchables de la haute finance. Cet exposé sur la théorie financière, qui est très éloquent de par sa froideur, la personnalisation de l'argent et son inhumanité, peut être résumé de la manière suivante:

«Les citoyens du XXIe siècle ne devraient pas avoir trop de peine à faire ce qu'il faut: mettre de l'ordre dans notre économie. Et pour cela il faut avant tout remettre le système financier entre les mains des citoyens, faire que l'argent soit au service des hommes.» (photo caro)

Le banquier explique que l'argent est un véritable être vivant: il a des besoins, souffre de la faim et de la soif et éprouve même des émotions, comme les autres êtres. Mais il a un problème qui le différencie des humains et des animaux. Il n'a ni bras ni jambes et surtout pas de bouche pour exprimer ses désirs. Cependant ses besoins sont bien réels et comme les autres êtres vivants, il veut avant tout croître et se multiplier. Comment l'argent peut-il manifester sa volonté? Il possède un désir absolu de survivre, aussi fort que celui d'un lion. Or d'après le banquier, la réponse est simple. L'argent cherche des hommes qui parlent à sa place, qui se mettent avec beaucoup d'empathie dans la peau de l'argent et sentent ses besoins plus qu'ils ne les conçoivent: les banquiers.

Ce sont eux qui formulent ce que l'argent leur demande de faire. Ils ne se prennent pas au sérieux. Ce sont des serviteurs de l'argent. Plus ils se mettent à la place de l'argent, mieux ils exercent leur profession. Au commissaire qui lui demande si l'argent ne leur ordonne pas, de temps en temps, de commettre un massacre, le banquier répond: «Les événements dont vous parlez ici se sont produits il y a plus de 12 ans. [Il s'agit de l'assassinat du chef de la *Treuhand* Rohwedder qui, dit-on, cherchait une solution autogestionnaire pour les entreprises de la RDA. Il avait dressé une «liste bleue» des entreprises qui s'y prêtaient le mieux, d'où le titre du roman.] A cette époque, la finance étaient

Suite page 2

L'euro sombre dans le bourbier de l'endettement*

Comme avant le déclenchement de la Révolution française, les politiques européens ont actuellement perdu tout sens des droits, des inquiétudes et des attentes des citoyens. Les hommes ont besoin d'un fondement économique sûr pour leur travail, leurs économies, leurs projets de vie et leur avenir, c'est-à-dire d'une monnaie stable.

Ce fondement d'une société de citoyens libres est indispensable. Quand il manque, la démocratie, l'Etat de droit, l'économie de marché et les systèmes sociaux s'effondrent. La dépréciation de la monnaie a toujours été la cause comme la conséquence de ce genre de catastrophe. Nous autres citoyens savons cela pour avoir vécu d'amères expériences, mais la classe politique européenne l'ignore manifestement. Elle doit avoir oublié ces expériences comme, il y a un peu plus de 200 ans, la royauté et la noblesse françaises. Sinon comment expliquer que ces politiciens donnent la priorité à des mauvais gestionnaires des finances publiques de la zone euro (la Grèce n'est pas le seul) sur la stabilité de la monnaie?

Qu'est-ce qui se passe dans la tête de politiciens qui, du jour au lendemain, décident d'un plan de sauvetage de 750 milliards d'euros qui transforme d'anciennes dettes en nouvelles? Ce ne sont pas des Etats que l'on sauve, mais leurs bailleurs de fonds, les banques. Et d'où vient cet argent? Des contribuables et des gardiens de la monnaie: la *Banque centrale européenne (BCE)* et le *Fonds monétaire international (FMI)* abandonnent leur indépendance en devenant des banquiers des Etats. Ils violent leurs statuts et mettent à disposition de l'argent frais (cause d'inflation) pour l'achat de dettes d'Etat. Mais le mensonge le plus gros et le plus manifeste est que les Etats endettés réussiront à rembourser ne serait-ce qu'une partie de leurs dettes. Les conditions liées à l'aide rendent la chose impossible. La Grèce et les autres pays de la zone euro sont si profondément enfoncés dans le bourbier de la crise qu'ils ne pourront pas les amortir.

Comme s'il n'y avait pas de meilleures solutions pour remettre à flot les pays et les banques endettés. Nous les avons assez souvent et clairement indiquées: la Grèce et les autres pays à problèmes doivent quitter la zone euro car c'est seulement en l'absence de ses contraintes qu'ils pourront, comme beaucoup d'autres pays de l'UE, se redresser financièrement. Pourquoi leur refuser cette solution? Ils reviendraient à leur ancienne monnaie et la dévalueraient. Ils retrouveraient ainsi la compétitivité internationale qu'ils ont perdue. Si davantage de touristes visitent la Grèce, le pays gagnera des devises et pourra rembourser sa dette. Une conférence internationale sur les dettes devrait négocier les anciennes dettes de la Grèce. Les banques devraient réduire leurs exigences car elles savent que des intérêts plus élevés sont liés à des risques plus importants.

Comment expliquer la fébrilité et l'hystérie européennes du dernier week-end? Les politiques ont-ils perdu la raison? Croient-ils vraiment retrouver la confiance des hommes et des marchés avec ces excès inflationnistes? Plus leurs plans de sauvetage prendront des proportions démesurées, plus les marchés calculeront froidement leur gains: ils spéculent sur la dévaluation et l'achat avantageux de titres dévalués.

Il y a un peu plus de 200 ans, lorsque survint l'inflation française, le pouvoir avait également perdu tout contact avec le peuple et la réalité. La Cour se désendetta avec l'aide d'un banquier douteux du nom de *John Law*. Son nom est devenu le symbole des liens fatals entre la haute finance et la politique qui nuisent à l'intérêt général. Le même phénomène se répète-t-il aujourd'hui sous le signe de l'Europe?

Les soussignés ont déposé une plainte auprès de la Cour constitutionnelle fédérale afin qu'elle examine la légalité du plan de sauvetage présenté. Son caractère économique explosif – véritable bombe à retardement – est de toute façon évident. Il ne suffit pas de vouloir le désamorcer devant un tribunal. L'opinion publique doit s'impliquer, d'où le présent appel. En effet, une chose est claire: comme les politiciens européens détruisent les fondements juridiques de la monnaie unique, l'union monétaire devient une communauté de la dette. Elle met en mouvement et maintient une spirale inflationniste. Ce serait la fin du rêve européen et nous devons empêcher cela.

Wilhelm Hankel, Wilhelm Nölling, Karl Albrecht Schachtschneider, Dieter Spethmann, Joachim Starbatty

** Il s'agit ici de la traduction (par Horizons et débats) du texte d'une annonce parue dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 12/5/10*

On trahit les fondements sociaux et démocratiques

Le programme et l'«Agenda politique européen» du Parti socialiste suisse trahissent le peuple

par Marianne Wüthrich

Le 26 mars, la direction du Parti socialiste suisse a approuvé le projet de nouveau programme sur lequel le Congrès des 30 et 31 octobre doit se prononcer. Comme il se doit, ce document contient quelques principes fondamentaux que les sociaux-démocrates de tous les pays ont toujours défendus: la lutte pour plus de justice et l'émancipation des travailleurs, la solidarité envers le prochain au sein du pays et dans le monde de même qu'envers les générations futures. La lutte contre le clivage toujours plus profond entre les riches et les pauvres, contre la faim et la pauvreté dans le monde, pour une bonne éducation de la jeunesse, pour un système de santé plus juste, pour l'intégration des immigrés fait également partie des fondements de la social-démocratie, de même que le développement de la protection sociale et des services publics sous le contrôle de l'Etat et l'utilisation durable des ressources naturelles.

Il est donc d'autant plus inquiétant que le programme contienne des atteintes massives à ces principes qui valent la peine qu'on les défende. En particulier, les prises de position à propos de l'intégration de la Suisse dans l'Union européenne, de même que la problématique de la globalisation ne relèvent pas d'une pensée sociale et démocratique mais sont imprégnées de projets et de contre-vérités effarants. L'auteur du programme est Hans-Jürg Fehr.

Il faut espérer que le texte ne sera pas accepté tel quel mais qu'il suscitera des débats approfondis et sincères et que ceux qui restent fidèles aux principes démocratiques et refusent la dissolution de la Suisse dans le monstre centraliste européen feront entendre leur voix. Tant que cette question ne sera pas tirée au clair, toutes les autres propositions concernant des questions sociales et toutes les affirmations sur la promotion de la démocratie perdront leur crédibilité.

«Le PS veut soumettre la Suisse au joug de l'UE (photo du quartier-général des commissaires européens à Bruxelles). Pour s'approcher de cet objectif, on approuve n'importe quel accord bilatéral sans y regarder de plus près, même s'il est en contradiction totale avec les objectifs socialistes du parti et si l'UE est avant tout au service de la haute finance internationale.» (photo reuters)

A juste titre, le PS se prononce contre «l'idéologie néolibérale du marché, du moins d'Etat et de la trinité désastreuse de la privatisation, de la libéralisation et de la dérégulation délibérément encouragée par les gouvernements de certaines puissances occidentales (USA, GB)». Il condamne à juste titre l'«accroissement marqué du pouvoir des entreprises transnationales» et la «perte d'influence des Etats nations démocratiques […] au détriment de l'état social.» (*Projet de programme du Parti, p. 5*) Mais au lieu d'aller à la racine du mal et de demander avec insistance la dissolution des instruments de pouvoir du grand capital, avant tout de l'OMC, au lieu de viser au renforcement de la souveraineté des Etats nations et de l'économie des petites structures, le PS s'empêtre dans les contradictions, se souvenant des anciens projets de l'Internationale socialiste qui cherche à utiliser la globalisation pour ses visées hégémoniques.

«Depuis ses débuts, le socialisme constitue une grande famille internationale de partis organisés en conséquence.» […] «De fait, la construction européenne et la globalisation mondiale représentent des évolutions stratégiques transnationales par essence analogues au socialisme.» *(PP, p. 8)*

Pour diffuser les idées socialistes, le PS propose également des procédés discutables. Ainsi, le programme vante «la globalisation de la communication grâce à Internet et aux plateformes digitalisées internationales. Cette évolution est ambivalente, car elle peut être employée de diverses manières, mais il serait faux de l'évaluer seulement sous l'angle de son utilisation sur les marchés financiers. Les technologies de l'information et de la communication possèdent des qualités et un potentiel subversif que nous voyons plutôt d'un bon oeil.» *(PP, p. 7)*

Le PS est-il oui ou non opposé à l'ouverture totale des marchés?

En ce qui concerne la globalisation économique, le PS refuse certes «la globalisation capitaliste, les ouvertures totales de marchés qui échappent à toute régulation étatique et provoquent d'énormes dégâts sociaux et écologiques.» *(PP, p. 6)*. Il estime que «la Suisse doit progresser vers le passage du libre marché au commerce équitable» *(PP, p. 38)*. Mais il oublie totalement cet objectif tout à fait souhaitable dès qu'il s'agit de propositions concrètes: alors il sacrifie sans hésiter son opposition au commerce mondial libéralisé à l'objectif qui domine tout, c'est-à-dire l'adhésion à l'Union européenne. Pour s'approcher de cet objectif, on approuve n'importe quel accord bilatéral sans y regarder de plus près, même s'il est en contradiction totale avec les objectifs socialistes du parti et si l'UE est avant tout au service de la haute finance internationale.

1er exemple: le PS soutient l'accord avec l'UE sur le marché de l'électricité

«L'objectif est d'assurer la sécurité de l'approvisionnement sur le marché européen largement libéralisé. L'ouverture du marché suisse est conforme aux étapes prévues par la *Loi sur l'approvisionnement en électricité* entrée en vigueur en 2008. Elle a tout d'abord entraîné des hausses de prix massives et a dû être vite corrigée. En même temps, les négociations entre la Suisse et l'UE ont été interrompues». *(Agenda politique européen, p. 9)*

Nous nous en souvenons tous: En septembre 2002, la libéralisation du marché suisse de l'électricité avait été refusée par référendum. Celui-ci avait été lancé par l'Union syndicale suisse. Quelques années plus tard, le Conseil fédéral présentait à nouveau au Parlement à peu près le même projet. Le Parlement approuvait une seconde fois, au mépris de la décision populaire, la Loi sur le marché de l'électricité afin que la Suisse puisse être à l'avenir embrigadée dans la réglementation du marché de l'électricité par la grâce de Bruxelles. Le peuple renonça à récolter une nouvelle fois 50 000 signatures pour le référendum facultatif. Le chef du Département concerné, le Conseiller fédéral socialiste *Moritz Leuenberger* avait, pour faire passer la loi, à nouveau prétendu que les prix de l'électricité allaient baisser. Pourtant au moment de la votation, en 2002, on savait déjà que les prix avaient augmenté partout, que les infrastructures étaient négligées et que l'argent allait remplir les poches d'investisseurs privés.

Le PS, qui prétend protéger les services publics contre le marché, défend bec et ongles, dans son *Agenda politique européen* de

Suite page 3

«Le «monstre» des marchés …»
suite de la page 1

déchaînée. Le morceau de viande qu'elle avait soudain sous le nez était trop gros, trop cru. L'enjeu était énorme, sans précédent. L'argent ne pouvait pas se contenir, rester calme. Figurez-vous qu'il se trouvait en présence de tout un pays, d'innombrables usines, d'énormément de travailleurs ainsi que de bâtiments de valeur.»

Après une pause, il poursuit: «En temps normal, nous maîtrisons cet être, nous veillons à ce que tout soit réglementaire, que les lois soient respectées, etc. Après tout, nous sommes civilisés. Mais dans les années 1990, l'argent a échappé à tout contrôle. Tant de choses étaient en jeu.» Mais cela appartient au passé. «L'argent lui-même ne s'intéresse plus guère à ces questions. Il a déjà tout digéré et presque tout éliminé.» Après que le patron d'une grande banque soit mort lui aussi – il pourrait s'agir du directeur de la Deutsche Bank *Alfred Herrhausen* – la bataille est terminée. «Nous donnons à cet être d'autres nourritures et soyez heureux que nous le fassions.» C'était une phase d'«activités financières très intenses».

Aujourd'hui, nous nous trouvons manifestement dans une nouvelle phrase d'«activités financières très intenses», d'avidité retrouvée. Le «morceau de viande» devant lequel se trouve aujourd'hui le «monstre financier» est encore plus gros: il s'agit de rien de moins que de l'asservissement financier de pays, voire de continents entiers.

Cependant, nous savons aujourd'hui que l'argent n'est pas un être, pas une entité indépendante qui échapperait à tout contrôle. Derrière le système financier, il y a des hommes, quoiqu'ils tentent de se cacher. On connaît leurs noms. Et comme ce sont des hommes qui vivent dans des collectivités humaines, ils doivent eux aussi se soumettre à certaines règles. Comme tout le monde, car nous vivons dans un siècle éclairé, loin des législations racistes ou féodales, du moins en ce qui concerne l'Occident. Ce qui se passe avec les Palestiniens est une autre affaire, ou peut-être le revers de la médaille. Il n'existe pas de monstre financier vivant, mais il existe des monstres à visage humain, comme le banquier du roman de Schorlau.

Les citoyens du XXIe siècle ne devraient pas avoir trop de peine à faire ce qu'il faut: de même qu'on lutte contre ce qui est nuisible dans l'environnement, chez soi ou sur les lieux de travail, qu'il s'agisse d'amiante, de substances toxiques domestiques ou de maladies, nous devrions réussir à mettre de l'ordre dans notre économie (du grec, *oikonomia*, gestion de la maison [*oikos*]. Et pour cela il faut avant tout remettre le système financier entre les mains des citoyens, faire que l'argent soit au service des hommes. La première étape est simple: il faut revenir à l'époque où la libre circulation des capitaux n'existait pas encore. Alors disparaîtront le cauchemar du capitalisme de casino, les tours de passe-passe de tous les produits financiers incompréhensibles, la course aux superprofits d'une petite oligarchie. Alors on pourra approfondir la question de savoir comment l'argent peut redevenir la charnière d'une économie au service des hommes, telle qu'elle a été définie par la doctrine sociale de l'Eglise catholique et le système coopératif (non monopolisé par les socialistes) dans la tradition de la démocratie directe de la Suisse et d'un Wilhelm Raiffeisen. •

Konrad Hummler: «Les banques et la politique constituent sans doute le plus grand cartel qui existe.»

«Déjà le nom de ce paquet de sauvetage est faux. Il ne s'agit pas du tout de sauver la Grèce. Il s'agit d'un paquet de sauvetage pour les créanciers de la Grèce. Ce sont une fois de plus les banques. En réalité, nous avons à faire à une deuxième crise financière. Si les banques achètent des hypothèques pourries ou des emprunts d'Etat, cela revient au même. […]

Les frais de solidarité font partie d'une communauté. Là, la pression de groupe a fonctionné. Mais sans évoquer de noms: Les banques et la politique constituent bien le plus grand cartel qui existe. L'Etat protège les banques. Dans tous les pays. Le peuple n'a pas droit au chapitre. Le manque de proximité entre les citoyens et l'UE est angoissant. […]

Maintenant les centralistes perçoivent leur chance. L'UE veut l'intégration à tout prix. On a peur de subir un échec total, si un Etat membre quitte le navire. Il y a un an déjà, *Manuel Barroso,* président de la Commission européenne, a initié un programme pour l'harmonisation des impôts et de la politique de dépense des Etats membres. Ce développement affligeant de l'UE aboutit à l'alternative: contrainte ou désintégration. Elle choisira la contrainte.»

Source: Interview de Konrad Hummler dans «Sonntag» du 16/5/10

Konrad Hummler est président de l'Association des banquiers privé suisses.

(Traduction Horizons et débats)

«On trahit les fondements ...»
suite de la page 2

mars 2009, la participation de la Suisse au marché de l'électricité libéralisé avec l'argument peu solide qu'il faut renforcer l'«électricité verte» et la sécurité de l'approvisionnement.

Une année plus tard, ce même PS, en contradiction avec lui-même, appelle «la Suisse» à s'opposer à la libéralisation des services publics: «Le service public est aussi sous pression sur le plan international: les principaux pays membres de l'OMC veulent transformer peu à peu les dessertes de base nationales en marchés à privatiser. La Suisse doit s'opposer à ces tendances, les bloquer et aider à maintenir l'importance du service public malgré les courants néolibéraux. L'accès gratuit à l'eau potable est particulièrement crucial.» *(PP, p. 45)*.

La population suisse *le fait déjà*: elle s'oppose résolument aux efforts de l'OMC et de l'UE car elle éprouve une saine aversion pour la privatisation des services publics, comme elle l'a montré lors de la votation sur la Loi sur le marché de l'électricité. Les Suisses sont habitués à ce que les communes et les cantons gèrent avec soin et économie l'eau, ce bien précieux, et l'énergie hydraulique. Et ils veulent que les écoles, le système de santé, les routes, les canalisations, l'élimination des déchets, les transports publics et la poste restent aux mains des pouvoirs publics et puissent donc être contrôlés par le peuple. Les socialistes (comme les Verts), doivent plus que les autres partis défendre le peuple suisse et les autres peuples du monde et s'engager en faveur de la dissolution de l'OMC, qui est uniquement au service des multinationales, au lieu d'approuver docilement tout ce qui vient de Washington ou de Bruxelles et de trahir par là même leurs propres principes.

2e exemple: le PS soutient un accord sur le libre-échange agricole

Ici également, les socialistes se révèlent particulièrement favorables au marché: «Il faut tendre vers l'ouverture des marchés de toute la chaîne de production alimentaire ainsi que vers un renforcement de la collaboration dans les domaines de la sécurité des produits alimentaires ainsi que de la protection de la santé.» *(APE, p. 8)* La direction du PS reconnaît que l'UE s'intéresse à cet accord parce qu'elle exporte beaucoup plus de produits agricoles vers la Suisse que la Suisse vers l'UE. Elle fait miroiter aux paysans suisses un important débouché pour des «produits agricoles écologiques de qualité» bien qu'elle sache pertinemment que les paysans de l'UE produisent eux aussi à profusion des produits écologiques. La Conseillère fédérale *Doris Leuthard* a reconnu il y a quelque temps qu'un accord de libre-échange agricole avec l'UE sonnerait le glas d'au moins la moitié des exploitations agricoles suisses.

Les paysans appartiennent eux aussi à la population des travailleurs, de ceux qui travaillent dur, et ils ont le droit de ne pas être abandonnés par un parti qui se dit socialiste. Au lieu de cela, le PS en rajoute en faisant croire aux paysans qu'en vendant des produits bio sur une large échelle dans l'espace européen, l'agriculture suisse a de meilleures perspectives et que cela vaudra en particulier si les négociations de l'OMC aboutissent. En clair, le PS, qui critique ailleurs à juste titre l'orientation exclusive de l'OMC vers les intérêts des multinationales, ne veut pas protéger les paysans suisses et la population tout entière, qui s'accommode très bien de la production régionale, contre la conclusion de l'accord de libre-échange mondial de l'OMC. En même temps, il trahit son objectif de solidarité avec les pauvres de ce monde qu'il prétend aider à parvenir à un «commerce équitable» plutôt qu'à un «commerce libre». Cela à l'aide d'un accord de libre-échange de l'OMC pour remplir les caisses de *Monsanto* et de *Nestlé*? C'est ridicule.

L'*APE* nous apprend de manière étonnamment sincère pourquoi la direction du PS souhaite vraiment un accord agricole avec l'UE: «Le PS souhaite cet accord. Il supprime un des derniers obstacles de politique intérieure à l'adhésion à l'UE et a une haute valeur symbolique (abandon de yla mentalité du Réduit, du mythe de l'autarcie).» *(APE, p. 9)*

«L'UE – un facteur de paix? Affirmation audacieuse lorsqu'on songe que les membres déterminants de l'UE, en particulier l'Allemagne, en association avec les Etats-Unis et Israël, ont, avec leurs bombardements, fait retourner la Yougoslavie à l'âge de pierre, qu'ils sont responsables, depuis 60 ans, des souffrances du peuple palestinien et qu'ils participent aux bombardements des civils afghans.» (photo caro)

Un tissu de mensonges

Depuis longtemps, la direction du PS soutient à fond l'adhésion à l'UE bien que certaines personnalités du parti soient sceptiques, car lorsqu'on analyse attentivement la propagande poudre aux yeux du PS, on se rend compte qu'elle n'est qu'un tissu de mensonges.

Etats européens unifiés sous la direction des socialistes

Le principal argument de la direction du PS est le suivant: «La Suisse doit avoir là-bas son mot à dire en matière de décisions importantes. […] Seule l'adhésion apportera à la Suisse un plein droit de codécision.» *(APE, p. 6)* Bien que dans l'*Agenda*, le PS approuve sans les critiquer tous les accords avec l'UE, il déplore soudain que le bilatéralisme sape la souveraineté de la Suisse. Cette critique vaut également pour l'«adaptation autonome au droit européen». *(APE, p. 5)* Remarquons en passant que des eurosceptiques suisses mettent en garde depuis longtemps contre cette perte insidieuse de souveraineté et s'opposent pour cette raison à certains des accords. On les a chaque fois, le PS aussi, traités de *Neinsager* incompétents. Or les camarades savent pertinemment que le pays, comme les autres petits Etats, n'auraient, en tant que membre de l'UE, rien à dire mais devrait faire ce qu'ordonnent *Merkel* et *Sarkozy,* bras droit des Etats-Unis. En réalité, les cadres du Parti rêvent d'obtenir des sièges influents et bien rétribués à Bruxelles: «Les positions de l'UE en matière de politique mondiale sont proches de celles du PS. […] Si la Suisse (comprenez les cadres du PS! *Rem. de l'auteur*) veulent réaliser la globalisation dans un esprit social, écologique et pacifique, elle obtiendra davantage de résultats au sein de l'UE qu'à l'extérieur.» (*APE, p. 7*). A vrai dire, les camarades trouvent que l'incroyable centralisation atteinte aujourd'hui, qui se moque de la diversité des peuples et des cultures, ne va pas assez loin; ils ont des ambitions plus radicales: «La création d'un espace juridique communautaire améliore considérablement la qualité de vie des citoyens et des citoyennes de l'Europe. Ce n'est qu'en adhérant à l'UE que la Suisse pourra participer pleinement à la collaboration et à l'harmonisation des systèmes juridiques des Etats membres.» *(APE, p. 7)*

Il y a deux ans, 18 conseillers nationaux se sont présentés comme de futurs membres du Parlement européen dans le projet virtuel du *Nouveau mouvement européen suisse (NOMES)* intitulé «Membre-actif.EU – L'UE comme si nous y étions». Il comprend cinq socialistes mais d'autres socialistes, comme *Andreas Gross* et *Hans-Jürg Fehr,* seraient sûrement assez disposés à jouer un rôle à Bruxelles.

Le modèle social de l'UE est-il supérieur?

L'affirmation de la direction du parti socialiste selon laquelle le modèle social de l'UE est très supérieur à celui de la Suisse est dépourvue de tout fondement: «Des systèmes d'assurances sociales développés, le libre accès à l'éducation, l'égalité des sexes, un système juridiquement contraignant de relations de travail *(APE, p. 2),* etc., tout cela existe aussi en Suisse. Et que l'on nous cite un pays européen possédant un meilleur système de formation professionnelle que le système dual de la Suisse, pays qui enregistre le plus faible taux de chômage des jeunes d'Europe. Si nous avons moins de comités d'entreprise que nos voisins, cela n'empêche pas ces derniers de venir travailler en masse chez nous: manifestement parce que nos conditions de travail ne sont pas si mauvaises.

L'UE est-elle un facteur de paix?

«L'UE est un facteur de paix qui a réduit presque à zéro le risque de guerres destructrices qui existait depuis des siècles en Europe.» *(PP, p. 8)*. «C'est dans l'intérêt absolu de la Suisse de participer au sein de l'UE à son projet de paix.» *(APE, p. 6)*. Affirmation audacieuse lorsqu'on songe que les membres déterminants de l'UE, en particulier l'Allemagne, en association avec les Etats-Unis et Israël, ont, avec leurs bombardements, fait retourner la Yougoslavie à l'âge de pierre, qu'ils sont responsables, depuis 60 ans, des souffrances du peuple palestinien et qu'ils participent aux bombardements des civils afghans.

En outre, la collaboration économique pacifique dans l'Europe de l'après-guerre n'a pas commencé, en 1948, avec la CEE, mais avec la création de l'OECE, précurseur de l'OCDE. En 1957, à la demande des Etats-Unis, un certain nombre de pays ont pris leurs distances et se sont regroupés dans une union interétatique mieux pilotable, la CEE. Son objectif alors lointain d'union politique est pratiquement atteint aujourd'hui. Pour s'imposer face à ce club séparatiste, les autres Etats européens n'eurent d'autre choix que de créer une association de libre-échange, l'AELE, dont les membres conservèrent leur entière souveraineté. Nous laissons à nos lecteurs le soin de décider laquelle de ces deux organisations est la plus apte à garantir la coexistence d'Etats nations souverains dans la paix et la liberté.

Un autre pilier de l'UE est la *Politique européenne de sécurité et de défense (PESD)* dont les troupes sont notamment stationnées en Bosnie-Herzégovine et au Congo, tirent sur des «pirates» au large des côtes somaliennes et qui, depuis 2003, est capable de mettre sur pied en 60 jours des forces terrestres de 60 000 hommes ainsi que des forces aériennes et maritimes.

Participer aux guerres de l'UE ou pratiquer la neutralité armée?

La Conseillère fédérale *Calmy-Rey* et la direction du PS tiennent absolument à ce que la Suisse participe aux engagements militaires de cette organisation de guerre. Selon le programme du Parti, l'armée de défense, qui fait cependant partie intégrante de la neutralité armée de la Suisse, doit être abolie: «La distinction absolue entre l'intérieur et l'extérieur ne convient plus à notre époque. La politique de sécurité axée sur l'armée et orientée vers la défense du territoire est dépassée.» En conséquence, la Suisse doit abolir le service militaire obligatoire et l'armée doit être transformée de manière à assurer avant tout, à part la protection de la population civile, la promotion de la paix dans le monde.» *(PP, p. 39)* Dans son *Agenda*, le PS défend un accord-cadre «servant à faciliter la participation aux missions internationales de promotion de la paix dirigées par l'UE» et reproche au Conseil fédéral d'«hésiter depuis des années à engager des négociations» avec l'UE. *(p. 10)*. Entre-temps, une grande partie des conseillers et conseillères nationaux se sont courageusement opposés de manière indépendante, en septembre 2009, au projet d'opération Atalante sous commandement de l'UE, prévu par la Conseillère fédérale Calmy-Rey et ont provoqué son rejet. La direction du PS devrait peut-être tenir compte du fait que nombre de ses parlementaires et surtout une grande partie de

Suite page 4

Dures critiques concernant les déclarations non qualifiées du chef du SPÖ, Josef Cap

En Suisse, *Josef Cap* est passé d'un seul coup d'un nobody à un agitateur: La «Neue Zürcher Zeitung» déclare que le chef du parti socialiste autrichien (SPÖ), «apparemment pas très bien informé», a «lâché une bordée contre la Suisse» sous forme d'une «attaque frontale». Et même l'ambassadeur de Suisse à Vienne reste dubitatif.

Raison de cette indignation: Cap a exigé, dans une interview avec le quotidien autrichien «Kurier», une contribution des «profiteurs suisses» au sauvetage de l'euro.

L'ambassadeur *Oscar Knapp* a déclaré: «J'ai été surpris de cette véhémente attaque». Après tout, en tant que membre du *Fonds monétaire international,* la Suisse participe aussi au pacte de stabilisation et de crédit. «En outre, la *Banque nationale suisse* contribue avec des milliards de dollars sur le marché des devises à soutenir l'euro.» En tout, les déclarations de Cap n'étaient «que très peu fondées». *Martin Baltisser*, secrétaire général de l'Union démocratique du centre (UDC), est lui aussi très étonné: «La Suisse paie sa part et cela, chacun le sait.» En ce qui concerne le contenu, les exigences de Cap sont peu fondées et concernant son style, Baltisser préfère ne pas s'exprimer.

Charles E. Ritterband, le correspondant de la NZZ, ne mâche pas ses mots: «Je suis choqué que les chefs de partis au pouvoir disent de telles choses erronées.»

Il inclut dans sa critique le chef du Parti populaire autrichien (ÖVP) *Karlheinz Kopf* qui certes met en question le ton de Cap, mais demande un «débat rationnel» concernant une contribution de la Suisse. Ritterband déclare: «C'est un sérieux point faible que manifestent ces deux personnes. Je considère une attaque aussi peu qualifiée contre la Suisse comme une preuve de grande faiblesse.»

Source: *Kurier du* 15/5/10
(Traduction *Horizons et débats)*

L'Allemagne doit se démocratiser (2e partie)

par Karl Müller

Le dernier livre d'*Otfried Höffe,* professeur à la Faculté de philosophie de l'Université de Tübingen, intitulé «Ist die Demokratie zukunftsfähig?» [«La démocratie a-t-elle un avenir?»] et publié en 2009 se termine par ces phrases, certes prudemment formulées, mais dépourvues d'ambiguïté: «L'avenir des démocraties est loin d'être assuré. Elles disposent cependant de ressources largement ou totalement absentes dans les Etats non démocratiques: une société civile engagée, un haut niveau de formation intellectuelle et professionnelle, des fondements sociaux et culturels et surtout une organisation politique capable d'une grande flexibilité de réaction face aux nouveaux défis. Ces multiples facettes assurent aux démocraties un important avantage concurrentiel dans la compétition entre systèmes politiques: la démocratie libérale éclairée et de surcroît participative jouit d'une avance en matière de légitimité, de savoir et d'économie ainsi que d'une expérience de l'autocritique qui pourrait compenser encore mieux les déficits actuels.»

ISBN 978-3-406-587177

Dans un autre passage de son livre, Höffe donne une définition de la démocratie participative, une occasion de mentionner «trois pierres angulaires de la démocratie participative ou républicaine: la sphère intermédiaire entre les domaines privé et le public, c'est-à-dire la société civile; des débats publics intensifs, si nécessaire sur des questions fondamentales (‹discursifs›), qui permettront d'accéder à la démocratie ‹délibérative› [‹c'est-à-dire une démocratie dans laquelle les décisions sont prises sur la base de débats entre citoyens libres et égaux, et de surcroît rationnels et raisonnables, où s'expriment critique et contre-critique› (Höffe)]; et enfin des éléments de démocratie directe.»

On trouve aujourd'hui en philosophie politique des penseurs qui défendent des positions analogues à celles que *Karl Raimund Popper*, dans les deux volumes de son livre «La société ouverte et ses ennemis», considérait déjà à l'époque de la Seconde Guerre mondiale comme les fondements d'une société ouverte, diamétralement opposés aux fondements historiques et intellectuels des sociétés fermées, que Popper décrit et analyse en détail.

Les deux philosophes se réfèrent au philosophe allemand des Lumières, *Emmanuel Kant*, dont nous aimerions brièvement rappeler ici les passages liminaires de son œuvre, couronnée en 1784: «Réponse à la question: Qu'est-ce que les Lumières?»: «Les Lumières, c'est la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. L'état de tutelle est l'incapacité de se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. On est soi-même responsable de cet état de tutelle quand la cause tient non pas à une insuffisance de l'entendement mais à une insuffisance de la résolution et du courage de s'en servir sans la conduite d'un autre. Sapere aude! Aie le courage de te servir de ton propre entendement! Voilà la devise des Lumières.» [*trad. Jean-François Poirier et Françoise Proust, in Aufklärung, Les Lumières allemandes, GF-Flammarion, ndlt]*

Dans le texte de présentation d'Otfried Höffe, on peut lire ceci: «Les problèmes sociaux, économiques et écologiques qui se posent avec une acuité croissante dans le monde entier ont ébranlé chez de nombreuses personnes leur confiance en la démocratie.» Et de fait des sondages indiquent un manque de confiance en la démocratie allemande, en particulier chez les ex-Allemands de l'Est. Mais ces sondages partent du principe que le système politique allemand réel est une démocratie.

Or est-ce le cas? La réponse est: Non. Du moins si l'on entend par démocratie un système politique où les citoyens et citoyennes sont souverains et où la vie politique applique en permanence les principes juridiques qui garantissent à tous la même liberté politique, un système où la République est l'affaire du peuple; «*Res publica, res populi*» – le titre que le Professeur *Karl Albert Schachtschneider* a donné à son œuvre fondamentale.

Si l'Allemagne n'a jusqu'ici pas réussi à être une véritable démocratie, c'est dû en partie à la manière dont se voient ses «élites», à leur rapport aux citoyens et citoyennes, à leur rapport au peuple. Comme on peut le montrer, leur manière de se voir n'a pas fondamentalement changé depuis deux siècles.

Il est très facile de le démontrer en examinant la position de ces élites sur la démocratie directe, donc au droit qui revient aux citoyens et citoyennes d'être, s'ils le souhaitent, souverains en matière de décisions politiques.

En février 2004, *Hans Jürgen Wiegand* a soutenu une thèse de doctorat en sciences historiques et sociales à l'*Université technique de Darmstadt* sur le sujet «Eléments de démocratie directe dans l'histoire constitutionnelle allemande». Son livre, un pavé de plus de 600 pages portant le même titre, a été publié en 2006 (ISBN 3-8305-1210-4). Ce livre, non seulement constitue une mine de renseignements sur le débat relatif à la démocratie directe en Allemagne, mais apporte aussi de nombreuses preuves à l'appui de la thèse selon laquelle les arguments opposés en Allemagne à la démocratie directe n'ont pratiquement pas changé depuis 200 ans et, outre qu'ils ne sont pas convaincants, témoignent d'une arrogance et d'un mépris fondamentaux envers le peuple.

L'introduction d'éléments de démocratie directe dans la Constitution allemande était débattue dès avant 1848 au sein du mouvement national et constitutionnaliste allemand. Ces débats étaient «influencés par les traditions constitutionnelles française, suisse et nord-américaine», écrit Wiegand. C'est en particulier au *Marquis de Condorcet, Marie Jean Antoine Nicolas Caritat,* que l'on doit les idées reprises dans le débat allemand. Wiegand écrit: «En France, Condorcet avait démocratisé les ‹idées de 1789› lors de l'élaboration de la Constitution de 1793. Il exigeait d'étendre le droit de vote aux couches populaires, jusque-là exclues par le suffrage censitaire. Conscient des problèmes que posait un Etat aussi vaste, il es-

Suite page 5

«On trahit les fondements …»
suite de la page 3

sa base ne veulent pas que la Suisse participe à des opérations militaires de l'OTAN. Le fait que les dirigeants du Parti soient favorables à la participation à des guerres étrangères n'a qu'une explication possible: ils aspirent à l'adhésion qui doit leur valoir des postes à Bruxelles.

Politique d'armement: «moins de défense du territoire et davantage de proximité avec le marché»

Mais il y a pire: Ce même PS qui prétend «vouloir que la Suisse abandonne toutes activités d'encouragement à la guerre comme les exportations d'armes à des partenaires à risques» *(PP, p 40)* et dont on sait que depuis des années, il s'oppose à l'exportation de la moindre vis qui pourrait être utilisée pour construire des armes, se montre favorable, pour couronner sa «politique de paix», à la collaboration avec l'*Agence européenne de défense (AED)* dans le domaine de l'armement. Ce qu'il écrit est à peine croyable:

«La coop ération internationale dans le domaine de l'armement est beaucoup moins coûteuse que l'industrie d'armement purement nationale. En Europe, cette coopération a lieu avant tout dans le cadre de l'*Agence européenne de défense*. […] Dans son document sur l'avenir de l'armée du 23 septembre 2008, le groupe parlementaire socialiste s'est clairement prononcé en faveur d'une politique d'armement caractérisée par moins de défense du territoire et davantage de proximité avec le marché.» (sic!) *(APE, p. 11)*.

Il ne reste plus qu'à espérer qu'il se trouvera quelques socialistes droits qui ne se prêtent pas à ces petits jeux indignes dont l'unique objectif est de voir la Suisse adhérer prochainement à l'UE et qui soutiennent une authentique politique de paix, comme celle que la Suisse a toujours menée et que mène Micheline Calmy-Rey lorsqu'elle n'est pas motivée par son activisme international.

Transformer la Suisse pour préparer l'adhésion à l'UE

Comme les dirigeants du PS savent que la structure politique de la Suisse unique au monde, faite de démocratie directe et de fédéralisme est tout à fait incompatible avec l'UE antidémocratique et centraliste, ils estiment qu'elle doit être démantelée pour la rendre compatible avec l'UE.

Tout le pouvoir aux agglomérations?

Certes, la direction du PS reconnaît que la structure fédéraliste contribue à la séparation des pouvoirs et à la proximité avec les citoyens, mais pour elle, «la division en trois niveaux: Confédération, cantons et communes […] doit être complétée par un quatrième, le niveau européen. […] Le fédéralisme doit être réformé. Cela vaut essentiellement pour l'importance structurelle exagérée des petits cantons ruraux, qui date du XIXe siècle. De par la répartition des sièges au Conseil des Etats et grâce au principe de majorité des cantons, ils ont une importance exagérée qui ne correspond plus depuis longtemps à la répartition réelle de la population entre la ville et la campagne. Le PS défend une adaptation du fédéralisme à l'évolution réelle de la société. La position des villes et des agglomérations doit être renforcée.» *(PP, p. 33)*

Maintenant nous savons qui fait avancer la création d'espaces métropolitains pilotés par l'UE d'une part et la désertification des zones rurales et de montagne d'autre part. Nous savons maintenant pourquoi certains hommes politiques de Suisse orientale s'agitent fébrilement pour inventer un canton de «Suisse orientale» afin que leur canton ne soit pas rabaissé au rang de «province» par Bruxelles. Les Thurgoviens, les Saint-Gallois, les Appenzellois et les Grisons seraient bien inspirés de s'opposer à ce projet incroyable. Ajoutons que l'auteur du projet socialiste est Hans-Jürg Fehr, conseiller aux Etats du petit canton de Schaffhouse, dont il veut combattre l'«importance structurelle exagérée» en supprimant le principe de majorité des cantons et la transformation du Conseil des Etats en une représentation régionale. La population schaffhousoise va-t-elle le réélire quand elle saura cela?

Logiquement, le PS est gêné par la structure fédéraliste très morcelée en 26 cantons et presque 3000 communes. Il s'engage en faveur de fusions de communes et de districts et demande le regroupement des cantons en grandes régions: «A longue échéance, le nombre des cantons devrait être considérablement réduit afin de permettre à des unités plus grandes et plus autonomes qu'aujourd'hui de remplir avec une nouvelle vitalité leurs missions orientées vers l'avenir.» *(PP, p 34)* Par «nouvelle vitalité», le PS veut dire que, dans des communes et des cantons plus grands, il compte sur davantage d'électeurs et de sièges car c'est dans les villes et les cantons les plus peuplés qu'il a le plus grand nombre d'électeurs. Les petites communes élisent en effet surtout des conseillers sans étiquette et rarement des membres du PS, et il faut changer cela. Mais le programme ne dit pas en quoi les grandes régions seraient plus «autonomes» que les cantons qui sont souverains dans de nombreux domaines.

Abolition de la démocratie directe

Sous le titre orwellien «Développer la démocratie», le programme évoque très abondamment la démocratie directe pour ensuite s'empresser de la relativiser»: «Quelle que soit l'importance pour nous de la démocratie, il est également important d'en mentionner les limites, car le peuple ne peut pas tout faire.» (sic!)

La démocratie trouve ses limites dans le «droit prioritaire» qui, de son côté, est légitimé démocratiquement, c'est-à-dire par les droits de l'homme et le droit international». *(PP, p. 31)*

Ce prétendu «droit prioritaire» qui devrait, pour les socialistes, supplanter les droits démocratiques des Suisses, comprendrait naturellement, après l'adhésion de la Suisse, la totalité de la législation de Bruxelles. Or personne ne sait en quoi ce droit est «légitimé démocratiquement».

Le peuple va-t-il être privé de ses droits?

Pour contrôler l'abondante législation sur l'initiative et le référendum, les dirigeants du PS veulent placer le pouvoir judiciaire au-dessus du peuple et du Parlement: «Le PS considère la séparation en pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire comme un acquis historique essentiel et la défend sans réserves. [On doit manifestement insister sur cette évidence lorsqu'on veut adhérer à l'UE! *Rem. de l'auteur*]. Les procédures et les décisions démocratiques doivent aussi se conformer au cadre imposé par les droits de l'homme et l'Etat de droit. C'est pourquoi il faut renforcer le pouvoir judiciaire.» En conséquence, la direction du PS demande la création d'une Cour constitutionnelle «qui examine la conformité des décisions du gouvernement, du Parlement et du peuple avec le droit prioritaire, notamment avec les droits de l'homme. A l'avenir, les initiatives populaires ne devraient être valides que lorsqu'elles respectent les principes fondamentaux de la Constitution et du droit international.» *(PP, p. 33)*

Une «motion populaire internationale» pour remplacer les droits politiques perdus?

Andreas Gross, expert en démocratie qui parcourt le monde entier et explique aux autres peuples ce qu'est la démocratie directe, a mis un point d'orgue à l'abolition des droits politiques très développés des Suisses aux trois niveaux (Confédération, cantons et communes): «Andreas Gross dépose l'initiative parlementaire 09.417 sur la création d'une motion populaire internationale. Signée par 20 000 citoyens, elle demande au Conseil fédéral d'agir d'une certaines manière au plan international pour autant que les deux Chambres l'approuvent après que le Conseil fédéral se soit prononcé sur son contenu.» *(APE, p. 18)*

La Suisse serait ainsi définitivement coulée dans un moule euro-compatible. On voudrait que nous autres Suisses nous satisfassions d'un simple droit de pétition, c'est-à-dire d'une demande non contraignante adressée à nos autorités de faire quelque chose lorsque Bruxelles légifère à notre place? Non, messieurs les dirigeants du PS!

Espérons que de nombreux socialistes s'opposeront au projet de programme du parti et à l'Agenda politique européen. •

«L'Allemagne doit …»
suite de la page 4

timait indispensable une représentation populaire pour transformer la volonté politique des citoyens en un corpus législatif national. Cependant il pensait que les préférences diverses et variées des électeurs et députés ne se laisseraient pas agréger au moyen de décisions majoritaires alternatives en une volonté commune qui serait l'expression de la volonté de tous en vue du bien commun. Ce serait encore bien moins le cas si les députés d'une Assemblée nationale plaçaient leurs intérêts individuels et partisans au-dessus de la volonté de leurs électeurs, pratique confirmée par l'expérience. Pour désamorcer ce problème, il exigeait que la Constitution prévoie des possibilités de différenciation et de contrôle de la législation, conseillant notamment de diviser l'Assemblée nationale en deux Chambres et en ‹assemblées primaires› locales et régionales de citoyens. Celles-ci posséderaient le droit de contester, en les soumettant à un référendum, des lois simples et des lois modifiant la Constitution ainsi que de lancer une initiative législative.»

En France, le projet constitutionnel de 1793 n'est jamais entrée en vigueur en raison des troubles qui ont suivi, conséquence, encore une fois, des affrontements entre élites aux intérêts divergents qui ont pris une forme de plus en plus violente. Condorcet en fut lui-même victime en 1794 mais le rayonnement de ses idées atteignit même l'Allemagne. Wiegand cite des personnalités telles que *Hermann Köchly, Moritz Rittinghausen* et *Julius Fröbel* qui exigeaient au sein du mouvement du «Vormärz» [l'«avant-mars»] – qui précéda la Révolution allemande de 1848 – une Constitution allemande orientée vers la démocratie directe. Mais même à *l'Assemblée nationale* qui s'est tenue à Francfort dans l'église Saint-Paul ils n'avaient aucune chance d'entraîner la majorité des députés.

Ses détracteurs ne se limitaient pas aux forces qui se refusaient ouvertement à accorder au peuple de quelconques droits. La plupart des libéraux allemands – représentant un grand nombre d'industriels allemands et de la bourgeoisie cultivée - y étaient également opposés. A ce sujet, Wiegand remarque: «L'aversion des libéraux – en particulier allemands – à l'égard du «peuple», considéré comme une masse d'individus issus des couches inférieures, incultes, aux réactions purement émotionnelles, manipulables et enclins aux excès de violence ne datait pas de la veille. Il considérait le peuple comme une populace guidée par de ‹bas instincts›, qui dans des situations analogues à la Révolution française pouvait être rameutée par des démagogues habiles, à même de la mobiliser au service de leurs propres intérêts. [...] En politique, ils plaçaient leur confiance non dans le ‹peuple› mais dans ses représentants, choisis parmi ceux qui paient un cens le plus élevé possible, c'est-à-dire des représentants de leur propre classe et dans un compromis avec l'Etat monarchique et ses instruments de pouvoir, en particulier l'administration, la magistrature et l'armée, qui ménage leurs propres intérêts.» Ils préfèrent le clientélisme à la représentation populaire!

ISBN 3-8305-1210-4

Mais même au sein du mouvement ouvrier allemand la démocratie directe suscita des résistances inattendues. Certes le Parti social-démocrate nouvellement créé inscrivit dans son *Programme de Gotha* (1875) la revendication d'un «pouvoir législatif exercé directement par le peuple par le biais de propositions et refus de lois», mais le courant marxiste du parti s'y est massivement opposé. *Karl Marx* et *Friedrich Engels* refusaient de remettre au peuple le pouvoir législatif, car eux aussi l'estimaient «politiquement immature». Se référant à la Suisse, ces socialistes allemands faisaient état de votations qui n'avaient pas donné le résultat qu'ils jugeaient bon. Mais surtout c'était en contradiction avec leur propre idéologie. Wiegand écrit au sujet de la pensée socialiste: «Remettre le pouvoir législatif au peuple aurait pu affaiblir l'intérêt des socio-démocrates pour les grandes transformations sociales à long terme en détournant le potentiel révolutionnaire du mouvement ouvrier vers la résolution de problèmes concrets isolés. Les référendums favorisent des coalitions «trans-partis» à court terme avec les bourgeois et les conservateurs, ce qui entraîne des controverses au sein du Parti, affaiblit l'indispensable discipline, permet des luttes de position et dessert ainsi l'unité et la cohésion du Parti.»

Ces façons de voir des élites bourgeoises et des leaders auto-proclamés de la classe ouvrière ont-elles beaucoup changé depuis? Nous allons montrer qu'il n'en est rien.

Avant d'aller plus loin, qu'il nous soit permis d'examiner où ces élites autoproclamées nous ont menés en 200 ans. Le résultat est-il si convaincant qu'il puisse nous faire renoncer à la démocratie?

Avons-nous même le droit de renoncer à la démocratie, si elle est à nos yeux l'expression politique de la dignité et des droits humains?

Ne devrions-nous pas plutôt nous obstiner à questionner nos élites à ce sujet?

«Que pensez-vous de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de l'ONU, en date du 10 décembre 1948?»

«Comment comprenez-vous le ‹considérant› selon lequel ‹la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde›?»

«Comment comprenez-vous le ‹considérant› selon lequel ‹la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité›?»

«Et quand traiterez-vous enfin vos concitoyens et concitoyennes selon ce qui est exigé à l'article 1: ‹Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité›?»

«Et comment en êtes-vous arrivés à mépriser un engagement signé par l'Allemagne, le ‹Pacte international relatif aux droits civils et politiques› du 16 décembre 1966?»

En effet il y est dit: «Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.»

Nos élites allemandes actuelles doivent annoncer la couleur: quelle est leur attitude face au peuple et à ses droits? Et si elles ne peuvent fournir de réponse honnête et satisfaisante, qu'elles démissionnent.

La politique réellement menée en Allemagne est révélatrice de la mentalité de ceux qui la conduisent. Nous montrerons que cette politique non seulement n'est pas démocratique, mais qu'on se vante de prendre des décisions contraires à la volonté du peuple.

Cela est aussi reconnu ailleurs. L'association allemande «Mehr Demokratie e.V.» qui se bat depuis plusieurs années pour plus de démocratie directe au niveau fédéral, a choisi comme thème de sa prochaine Assemblée générale annuelle qui se déroulera du 11 au 13 juin: «Et qui gouverne l'argent? Argent et démocratie». Les gens ont bien vu que la gestion allemande de la crise financière est antidémocratique et ignore la volonté du peuple.

La Chancelière allemande a fait un dogme intouchable d'utiliser la crise de la finance et de l'euro afin de centraliser plus encore la politique européenne. Donc: encore moins de démocratie! *Angela Merkel* veut maintenir la fiction d'une Europe unie qui lui permettra en réalité de mieux dicter sa volonté. Mais pas au nom du peuple allemand! Elle l'a montré une fois de plus le 13 mai dernier dans son discours à l'occasion de la remise du prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle.

Aucune alternative ne sera prise en compte. Citoyens et citoyennes seront les seuls à payer le prix énorme de cette politique. C'est ailleurs qu'une petite oligarchie prend toutes les décisions. Si Popper vivait encore, il reconnaîtrait ici un nombre croissant de caractéristiques d'une société fermée, où le seul souci des élites est de conserver leur pouvoir, réprimer les libertés et se fermer à toute évolution véritablement neuve et porteuse d'avenir.

Le texte de présentation de l'ouvrage d'Otfried Höffe devrait être différent: «Les problèmes sociaux, économiques et écologiques qui se posent avec une acuité croissante dans le monde entier ont ébranlé la confiance de nombreuses personnes dans le caractère démocratique de la politique.» C'est pourquoi l'Allemagne doit se démocratiser. •

Société ouverte et société fermée

km. Qu'est-ce qu'une société ouverte? Qu'est-ce qu'une une société fermée? *Karl Raimund Popper* a donné une réponse brève et pourtant cohérente et précise. Mais il faut lire les deux tomes de «La société ouverte et ses ennemis» pour trouver la réponse.

Popper a surtout critiqué deux idées: d'une part celle que l'histoire se déroule selon des lois inflexibles que seuls un petit nombre de savants peuvent connaître, d'autre part, l'idée que ceux qui croient connaître ces lois qui influencent le cours de l'histoire ont le droit d'instaurer un régime étatique selon leurs idées du pouvoir et contre la volonté du peuple.

Pour Popper *Platon, Hegel* et *Marx* étaient ces «philosophes de l'histoire» et il voyait en eux les pionniers des sociétés fermées et totalitaires du XXe siècle.

Tout au début du premier tome, Popper montre, à l'aide d'une citation de Platon, les conséquences d'une société fermée à l'intérieur de laquelle les puissants mettent tout en œuvre pour conserver leur pouvoir, défendent rigidement leurs dogmes et font tout pour empêcher la pensée libre et les changements, même avec l'aide de puissances étrangères:

«Le premier principe est celui-ci: Personne, ni homme ni femme, ne doit être à aucun moment sans chef. De plus, l'âme de personne ne doit s'accoutumer à agir seule sérieusement ou même par plaisanterie. Chacun doit plutôt suivre son chef avec confiance dans la guerre comme en temps de paix. Il doit le suivre même dans les choses les moins importantes. Il doit par exemple se lever, se déplacer, se laver, prendre ses repas […] seulement quand quelqu'un le lui demande. Bref, il doit brider son âme par une longue habitude de sorte qu'elle ne songe jamais à agir indépendamment et qu'elle en devienne totalement incapable.»

Au dernier chapitre du premier tome, Popper oppose à cette citation des extraits de l'oraison funèbre prononcée par Périclès* en tant qu'expression antique d'une société ouverte, que nous reprenons en partie:

«Notre système politique ne veut pas bannir des institutions qui sont en vigueur ailleurs. Nous n'imitons pas nos voisins, mais nous tâchons de donner l'exemple. Nos autorités favorisent la majorité et non pas la minorité: c'est pourquoi on l'appelle démocratie. Les lois permettent une justice équitable […]. Si un citoyen se distingue, il sera destiné à servir l'Etat, non pas sur la base d'un privilège, mais en récompense de son mérite. […] La liberté dont nous jouissons s'étend également à la vie ordinaire, nous ne nous soupçonnons pas les uns les autres, nous n'adressons pas de reproches à notre voisin si celui-ci préfère suivre sa propre voie. […] Mais cette liberté ne nous dispense pas d'obéir aux lois. Nous avons appris à respecter les autorités et les lois et à ne jamais oublier de protéger ceux qui subissent des injustices. On nous a également appris à suivre ces lois non-écrites dont la validité est uniquement ancrée dans le sentiment général de ce qui est juste. […]

Notre cité est ouverte au monde, jamais nous ne chassons un étranger. […] Nous concédons que la pauvreté n'est pas une honte pour nous, mais nous pensons qu'il est honteux de ne rien faire pour l'éviter. Un citoyen d'Athènes ne néglige pas les affaires publiques quand il s'occupe de ses affaires privées. […] Nous considérons un homme qui ne s'intéresse pas à l'Etat non pas comme inoffensif mais comme inutile. Certes peu de personnes sont capables d'élaborer et de réaliser des idées politiques, mais elles sont toutes capables de les soumettre à leur jugement. Nous pensons que le débat n'est pas une pierre d'achoppement sur la voie de l'action politique, mais une préparation inévitable à toute action sage. […]»

Popper rend hommage à ces propos de Périclès; il y voit le «programme politique d'un combattant pour l'égalité, d'un individualiste, d'un démocrate qui sait que […] la démocratie […] doit être fondée sur la foi dans la raison et dans des principes humanitaires.»

Au dernier chapitre du deuxième tome, Popper revient sur la question du sens de l'histoire pour une société ouverte:

«J'affirme que l'histoire n'a pas de sens. Mais on ne peut pas déduire de cette affirmation que nous ne pouvons rien faire, que nous devons accepter l'histoire du pouvoir politique avec effroi ou que nous sommes contraints de la considérer comme une cruelle plaisanterie. En effet, nous pouvons l'interpréter dans la perspective des problèmes de politique de puissance auxquels nous voulons tenter de trouver des solutions. Nous pouvons interpréter l'histoire de la politique de puissance dans le sens de notre lutte pour la société ouverte, pour une société dominée par la raison, la justice, la liberté, l'égalité et le contrôle de la criminalité internationale. Bien que l'histoire n'ait pas de but, nous pouvons lui imposer nos buts. Bien qu'elle n'ait pas de sens, nous pouvons lui en donner un.»

**en l'honneur des guerriers morts au combat (ndt.)*

ISBN 978-2020051378

Liberté signifie participation politique dans la vie quotidienne

Entretiens avec des citoyens de Stralsund

thk. Alors que, cette année, on célèbre le vingtième anniversaire de la réunification allemande, bien des gens le feront avec des sentiments mitigés, surtout les citoyens de l'ancienne RDA. Certains ont la nostalgie des acquis positifs du premier Etat des ouvriers et des paysans lesquels existaient sans aucun doute. Faire fi de cela par le terme allemand nouveau d'«Ostalgie» et vouloir y reconnaître des parallèles aux déclarations similaires que l'on pouvait entendre par-ci par-là sous l'occupation des alliés après l'effondrement du Troisième Reich, – à savoir que sous *Hitler tout* n'avait pas été si mauvais – tout cela est interprété par ceux qui habitent dans l'Est de l'Allemagne comme un signe d'ignorance ouest-allemande. C'est une tentative déplorable de fermer les yeux sur la réalité brutale. L'arrogance avec laquelle l'Ouest avait triomphé du communisme moribond, pour ensuite faire main basse sur les biens des entreprises du peuple, cela n'a point été oublié parmi les gens.

«Ils nous ont tout pris»

Quand on commence à parler avec les citoyens de là-bas, on apprend pourquoi ils ne peuvent pas trouver de patrie au sein du système de l'Ouest. Le manque de démocratie, le chômage élevé, la perte des industries indigènes, la spéculation dans l'immobilier, la fraude commise envers tous les êtres humains, surtout en ce qui concerne le premier stade de la réunification, et le reproche qu'ils seraient moins innovateurs dans l'est et eux-mêmes responsables de la misère, tout cela a privé les hommes de leur fondement vital, et les a rendus citoyens de deuxième classe. «Oui, ils sont venus, et ils nous ont tout pris, on nous avait promis des paysages florissants, rien de tout cela n'est vrai.» Voilà ce qu'on apprend en entrant en conversation avec eux.

Stralsund, c'est une ville portuaire de taille moyenne, située sur la côte de la Mer baltique, et pourvue d'une digue reliant le continent à la célèbre île vacancière de Rügen. On fait des constructions dans beaucoup d'endroits, et il est évident que l'on veut garder le patrimoine culturel. Des maisons chics datant du Moyen Age, qui sont les témoins d'une époque où le commerce grandissant avait fait venir beaucoup d'argent dans les caisses des commerçants et de l'administration urbaine. Beaucoup de ces monuments sont encore maintenus et fascinent ceux qui les regardent. La ville fait l'effort considérable d'entretenir les maisons moyenâgeuses qui se sont conservées et de les aménager afin d'attirer l'attention des touristes, cependant c'est en regardant derrière les façades que l'on découvre souvent un monde triste.

«Stralsund était une ville vivante et pleine de joie de vivre avant le tournant de 1989»

A l'époque de la RDA, économiquement cette ville portuaire a joué un grand rôle, grâce à ses larges chantiers navals. Aujourd'hui encore, en grosses lettres on peut lire «Volkswerft» (Chantier naval populaire). Ces panneaux attirent les regards sur la halle de montage immense, où pendant l'époque de la RDA, des milliers de travailleurs avaient leur gagne-pain. Le nombre d'employés s'est réduit des 7000 à 8000 d'autrefois à seulement 1000 aujourd'hui, tendance à la baisse.

«Beaucoup de ceux qui, après la réunification, avaient émigré à l'Ouest, sont bientôt rentrés.» La forte concurrence sur le marché de l'emploi en Allemagne de l'ouest et le traitement indigne des «Ossies» étaient insupportables. «Je préfère être dans ma patrie plutôt qu'à l'étranger dans mon propre pays», a déclaré un de mes interlocuteurs. «Mais ce n'est pas non plus une véritable patrie. Avant le tournant de 1989, Stralsund était une ville vivante et pleine de joie de vivre. Nous avions souvent des manifestations sociales, que ce soit au port ou dans la vieille ville, il y avait toujours du monde dans la rue, on prenait rendez-vous, on vivait ensemble. Les habitants étaient liés entre eux. Mais cette humanité a disparu, cela a complètement changé.»

Dans un restaurant, j'apprends qu'il y a 30% de chômeurs dans la ville. Bien sûr ces chiffres ne figurent dans aucune statistique, mais c'est la réalité. «La ville vit avant tout du tourisme, et l'avenir de ce tourisme est en fort danger, puisqu'il y a une aggravation continue de la situation économique.» En lisant le livre de *Joseph Stiglitz* «Im freien Fall» on aura une vague idée de ce à quoi nos économies populaires seront encore confrontées. Le paquet de sauvetage de 750 milliards pour l'euro nous donne un exemple effrayant, montrant avec quels chiffres on opère aujourd'hui et comment on tente de résoudre la crise – au détriment des contribuables, sans demander jamais à personne si l'on est d'accord avec ça.

La perte d'humanité

Un père de famille qui est chômeur depuis 10 ans m'explique qu'il ne figure pas dans les statistiques des chômeurs, car il est bénéficiaire d'une allocation de Hartz-IV et travaille à côté pour un euro à l'heure. «Je ne dois pas travailler plus de 100 heures par mois, sinon ce peu que je gagne sera soustrait des 360 euros d'allocation Hartz IV. Proprement dit, c'est une blague, mais je suis content de pouvoir faire quelque chose du tout, même pour un euro de l'heure. C'est absolument frustrant.»

Une femme d'un certain âge est chômeuse depuis 15 ans. Elle a travaillé dans une garderie d'enfants à l'époque de la RDA et elle a perdu son travail. Elle reçoit également 360 euros par mois. «Ce n'est guère supportable mais, comme on veut travailler, je suis contente d'avoir au moins ce job à un euro l'heure. On voudrait bien apporter sa contribution à la société et avoir le sentiment d'être utile. Que pouvons-nous faire? Autrefois c'était différent, nous avions tous un emploi, et on prenait soin que chacun puisse collaborer. Ne me comprenez pas mal, mais il y certainement des choses décisives que nous avons perdues avec le tournant de 1989. «Elle aussi a souligné la perte d'humanité, de solidarité, quelque chose de très grave, et la stigmatisation silencieuse des chômeurs à long terme comme «parasites sociaux.»

Façades de Stralsund. «Les gens aimeraient changer quelque chose, ils désirent plus d'honnêteté, plus d'humanité et une participation vraiment démocratique.» (photo thk)

«Pendant l'époque de la RDA, des milliers de travailleurs avaient leur gagne-pain. Le nombre d'employés s'est réduit des 7000 à 8000 d'autrefois à seulement 1000 aujourd'hui, tendance à la baisse.» (photo thk)

«Nous n'avons pas de liberté politique au sens d'une participation démocratique»

Après d'autres entretiens, j'apprends qu'en moyenne 5 à 10 candidats sont là pour un job à un euro l'heure. C'est surtout dans la gastronomie que l'on cherche de la main-d'œuvre. Bien des propriétaires de restaurant et d'hôtel se sont complètement surendettés et ils embauchent à un euro des chômeurs à long terme pour pouvoir payer les intérêts élevés. Ils veulent maintenir les salaires au niveau le plus bas possible. Dans la ville de Stralsund, il y aurait plus de 600 jobs à un euro, et la tendance est à la hausse.

La liberté qu'on a promise à ces hommes lors du tournant, montre vite son vrai visage. Cela a ses répercussions sur la participation aux élections des citoyens. «Qu'est-ce qu'on doit élire dans ce pays, personne n'est de notre côté, personne ne fait rien pour nous, il faut nous débrouiller nous-mêmes.» Une participation aux élections d'à peine 50%, avec une moyenne dans la Fédération de 70%, c'est un témoignage net. «Nous avons, certes, la possibilité de voyager n'importe où et d'acheter n'importe quoi, tant que la monnaie nécessaire est là, mais, dans ce pays, nous n'avons pas la liberté politique au sens d'une véritable participation démocratique.» Bien sûr, nous avons aussi examiné l'exemple de la Suisse et la démocratie directe, qui est quelque chose de très lointain mais d'enviable. Pour mon interlocuteur, il est clair qu'il y a un monde entre la liberté telle que nous la comprenons en Allemagne et la liberté telle qu'elle existe en Suisse. «Si liberté signifie participation politique active au quotidien, donc la participation du citoyen à la prise de décisions politiques, son influence directe sur la politique, nous n'en disposons pas en Allemagne. Nous n'avons ni véritable liberté et ni démocratie. Cela doit changer.»

Avec 750 milliards d'euros on aurait pu créer beaucoup d'emplois

Cette prise de position est claire et nette. Il n'y a pas de démocratie au sens d'une liberté créatrice quant aux affaires politiques, mais l'Allemagne doit commencer à se développer en direction de la démocratie. C'est la tâche devant laquelle le pays se trouve aujourd'hui, avec des citoyens qui ne se sentent pas du tout représentés par la politique. Et au contraire, dans l'est de l'Allemagne, il règne une déception excessive sur l'état du pays et sa classe politique.

«Il n'y a, certes, plus d'espions Stasi que l'on reconnaissait d'ailleurs très vite et dont on se détournait gentiment, mais je ne peux pas non plus dire ce que nous vivons vraiment aujourd'hui, car je risquerais de perdre mon job à un euro», a déclaré un citoyen de Stralsund lequel, pour des raisons bien compréhensibles, ne veut pas révéler son nom. Alors que nous abordons le paquet de sauvetage financier pour les pays de l'UE chancelants, il utilise des propos très forts et manifeste une totale absence de compréhension: «Nous avons tant de chômeurs ici, et la vie en tant que bénéficiaire de Hartz IV est tellement dure. Avec cet argent on aurait pu créer tant de postes! Nous voulons gagner notre pain honnêtement et faire une contribution à la société, nous ne voulons pas d'aumône, mais c'est une effronterie face à nous, citoyens.»

Les gens que j'ai rencontrés ici à Stralsund et autour de Stralsund semblent être accablés, mais aussi indignés par la situation telle qu'elle se présente, et cependant on sent dans la plupart des cas qu'ils seraient prêts à participer à une Allemagne vraiment démocratique et juste, malgré leurs mauvaises expériences humiliantes. Les gens aimeraient changer quelque chose, ils désirent plus d'honnêteté, plus d'humanité et une participation vraiment démocratique. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

A propos de la psychologisation en pédagogie

par Dieter Sprock

Bernhard Bueb écrit dans la postface de son livre intitulé «Lob der Disziplin» [Eloge de la discipline], où il apporte des réponses aux questions urgentes de notre époque (cf. Horizons et débats n° 18 du 10 mai): «En pédagogie, il n'existe pas de nouvelles connaissances. Le génie des grands pédagogues a consisté en tout temps à faire un tri entre les idées, les maximes et les expériences qui pouvaient être une réponse aux problèmes urgents de leur époque». Il considère ses réponses comme la recherche du «juste milieu» et utilise ici l'image d'un batelier «qui se penche à droite quand la barque s'incline à gauche pour rétablir l'équilibre». Il ne s'agit donc pas de croire à des vérités absolues ni de respecter des principes mais de faire ce qu'il faut au bon moment. Bernhard Bueb aborde aussi dans son livre l'une des questions actuelles les plus importantes: la «la funeste psychologisation de la pédagogie».

La psychologisation de l'éducation et cela aussi bien dans le domaine privé que public, par exemple à l'école, a conduit à la non-éducation d'enfants et d'adolescents. L'éducation a été remplacée par l'observation, l'interprétation et la justification des comportements inadaptés de l'enfant et l'action pédagogique par l'explication et la discussion.

Les parents et les éducateurs se sont orientés sur les enfants au lieu que ce soit l'inverse.

Au lieu d'éduquer les enfants et de les préparer aux exigences de la vie, ils se sont efforcés de satisfaire tous leurs désirs et de leur faciliter la tâche. Au lieu de les initier, avec l'école, à développer des solutions constructives et utiles aux différentes exigences de la vie, les parents sont allés expliquer aux enseignants comment ils devaient se comporter avec leur enfant pour éviter ses accès de rage domestiques. Et les écoles se sont adaptées aux vœux de leurs «clients». Tous les deux ont fait cela dans la conviction d'être les meilleurs parents et la meilleure école et ont été souvent guidés et renforcés dans leurs idées par des théories psychologiques fausses ou mal comprises.

«La psychologisation de la pédagogie a été vécue comme une humanisation de l'éducation»

A ce sujet, Bernhard Bueb écrit:
«Dans l'après-guerre, un processus que j'appelle ‹psychologisation funeste de la pédagogie› a commencé en Allemagne. […]

Les parents et les enseignants ont tendance à envoyer rapidement chez un(e) psychologue un enfant au comportement dérangeant au lieu de voir s'il n'a pas perdu ses repères par excès de liberté, d'angoisse et de sollicitude des parents, à force d'être dorloté. On a, dans la première moitié du siècle dernier, tiré des connaissances psychologiques des conséquences de l'éducation autoritaire. La psychologie devrait aujourd'hui s'occuper des conséquences psychiques de la non-éducation. Naturellement, il existe des enfants malades psychiquement qui ont besoin de traitements psychothérapeutiques. Cependant les parents, les enseignants et les éducateurs devraient décider si un traitement est indiqué. Il faudrait obéir à la maxime selon laquelle la thérapie ne devrait être nécessaire que lorsque tous les autres moyens pédagogiques ont été épuisés. […]

Nous devons affronter le problème dû au fait que nous avons voulu, au cours des dernières décennies, remédier aux conséquences de la non-éducation par la psychologie. Son heure a sonné lorsque les éducateurs ont déplacé l'équilibre entre la discipline et l'amour au profit de ce dernier. La psychologisation de la pédagogie a été vécue comme une humanisation de l'éducation. Le manque de disposition à l'effort, la violence et les troubles de l'attention ont trouvé leur explication dans des modèles psychologiques développés par différentes écoles de psychologie. Ces phénomènes ont pu ne plus être interprétés moralement. On a neutralisé le comportement de l'enfant agité en parlant de *syndrome de déficit d'attention*, on a jugé qu'un enfant qui refusait de travailler était un surdoué méconnu et expliqué la tendance à se moquer d'autrui par la faiblesse du moi et un manque d'amour dans la petite enfance.

Nous devrions prendre plus au sérieux les enfants et les adolescents en tant que sujets moraux et ne pas expliquer et justifier trop rapidement leur comportement de manière psychologique. Cependant nous devons leur proposer notre aide pour qu'ils puissent résister aux pressions en faveur de la consommation. Combien de fois n'avons-nous pas, à Salem [l'internat dont Bueb a été le directeur pendant 30 ans, *Rem. de l'auteur*] interprété psychologiquement la consommation de haschisch dans les années 70 et 80 et mené des entretiens interminables, fait intervenir des psychologues et constaté que rien ne changeait. L'introduction du dépistage par l'urine suivie de l'expulsion de l'élève en cas de résultat positif était contraire à la mentalité des psychologues. Elle a eu pourtant des effets libérateurs chez les adolescents. Nous les avons traités comme des adultes, nous remettions la décision entre leurs mains. S'ils optaient pour la drogue, ils étaient menacés d'expulsion. L'efficacité de la mesure fut frappante. 99% des jeunes ont cessé de se droguer parce qu'ils en craignaient les conséquences drastiques. Nous ne devrions pas privés les adolescents de cette aide. Le procédé ne se distingue pas des contrôles routiers de vitesse et d'alcoolémie effectués par la police.

Les connaissances psychologiques peuvent faciliter l'éducation et elles l'ont fait maintes fois. La psychologie a donné des outils aux psychologues qui leur ont permis de mieux comprendre le comportement des enfants et des adolescents, de mieux interpréter les comportements inadaptés et leur origine et de réagir par des mesures différenciées au lieu de punir uniquement. Elle a eu des effets salutaires aussi longtemps que les parents, les enseignants et les éducateurs ont eu recours à elle en tant qu'aide d'appoint dans l'interprétation du comportement enfantin. Toutefois, elle est devenue un problème et a entraîné des conséquences problématiques lorsqu'elle s'est muée en instance normative, les pédagogues se laissant guider dans leurs décisions par des interprétations psychologiques et non par leurs propres connaissances, leur intuition et leurs valeurs. Le diagnostic psychologique et la thérapie qui en résulte supplantent une pratique pédagogique éprouvée.»

(Extrait du livre de Bernhard Bueb, *Lob der Disziplin*, pp. 71 sqq.)

«Moi, tout, tout de suite»

Les valeurs et les vertus qui sont au cœur de la pédagogie ont été bannies de l'éducation. On n'avait plus le droit de faire la distinction entre le vrai et le faux, entre un comportement moral et un comportement immoral parce que cela pesait trop sur l'«âme sensible des enfants». L'effort, la discipline, l'obéissance et la persévérance étaient mal vus. Les moindres exigences de l'école ou des parents ont été jugées trop contraignantes et l'«obligation de réussir» a été rendue responsable de tout. Une «conception élargie de la toxicomanie» faisait de notre société une «société toxicomane» et les enfants écrivaient sur les façades des maisons: «Laissez-moi me droguer puisque je vous laisse travailler.» Et les individus qui défendaient encore des valeurs détournaient les yeux honteusement et se taisaient pour ne pas être traités de passéistes inadaptés au monde moderne.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que nous rencontrions des enfants et des adolescents qui n'ont intériorisé ni valeurs ni vertus. Ils ne pensent qu'à eux-mêmes et n'ont pas développé de conscience morale. Ils trouvent amusant de tourmenter les autres, voire, comme dans le cas de l'adolescent de Munich, de blesser grièvement un homme sans éprouver ni honte ni remords. Bernhard Bueb écrit: «Ces dernières années, un type de délabrement moral s'est répandu qui s'exprime avant tout par des exigences difficilement supportables et centrées sur le moi. […] Ces enfants s'attendent constamment à ce qu'on s'occupe d'eux aussi bien affectivement que matériellement et ils n'ont pas appris à renoncer. Ils vivent selon la formule «Moi, tout, tout de suite». […] Ils grandissent dans un milieu équilibré, leurs parents les aiment, mais ils ne connaissent ni limites ni contraintes et ignorent l'effet bienfaisant de la discipline et d'une direction claire.» (pp. 64 sqq.) Bernhard Bueb demande un retour à une pédagogie qui renforce l'enfant moralement et ne cherche pas à expliquer et à justifier ses faiblesses.

Instruire au lieu d'établir des dossiers diagnostiques

Les praticiens tels que les parents, les enseignants et les éducateurs sont depuis longtemps ouverts à cette revendication. Il n'en va pas de même pour les stratèges de l'éducation. Ceux-ci harcèlent en permanence les enseignants avec de nouvelles réformes et tentent d'imposer leurs concepts inadaptés à l'école, ce qui est de toute évidence la cause essentielle de la situation catastrophique actuelle. Ce sont des concepts idéologiques provenant de lieux communs de l'antipédagogie, de la sociologie et de la psychologie sociale enrichis ces dernières années d'éléments issus du développement organisationnel en gestion d'entreprise. Leurs dogmes préconisent la suppression de l'enseignement non différencié à l'intérieur des classes, prônent l'individualisation: chaque élève doit apprendre selon ses préférences et son rythme ainsi que par la découverte et l'enseignant doit se contenter d'organiser des situations d'apprentissage en tant qu'entraîneur et modérateur. Ceux qui pratiquent encore un enseignement non individualisé, avec la classe entière, sont considérés comme «sclérosés» et «passéistes». Ils subissent une pression.

Le développement organisationnel et le contrôle de la qualité sont utilisés pour imposer l'idéologie et ont pour but de «favoriser le changement social» et de «renforcer les efforts d'autonomie de l'individu» et non de favoriser le développement de l'enfant.

Bien que de nombreux enseignants engagés s'efforcent de donner des repères et un appui à leurs enfants, de plus en plus d'élèves, en particulier les plus faibles, rencontrent des difficultés dans ce chaos de réformes désespérant. Dès l'école maternelle, beaucoup d'entre eux manquent d'une structure solide de compétences fondamentales, car ils en ont été privés.

Au lieu de guider les enfants, on établit, dès l'école maternelle et dans les premières classes de l'école primaire, des dossiers diagnostiques qui précisent et interprètent leurs déficits au plan psychologique. Ainsi, dès ce moment-là, on fait d'enfants en bonne santé, qui sont peut-être un peu plus turbulents ou plus calmes que les autres, des cas pour l'assurance invalidité qui doit alors prendre en charge les coûts de thérapie onéreuses. On administre de la *Ritaline* à beaucoup d'entre eux. Pourtant on sait qu'on renforce certains comportements inadaptés par une attention exagérée, par exemple chez les enfants qui, à la maison, sont toujours le point de mire. En outre, les examens psychologiques permanents donnent à l'enfant le sentiment de ne pas être normal, ce dont beaucoup souffrent encore à l'âge adulte.

Récemment, je me suis occupé d'un élève qui avait, dès la sixième, suivi un semestre d'enseignement dans un établissement psychiatrique. Il partait chaque matin avec le bus scolaire qui conduisait également d'autres enfants de la région à l'école de l'institution située à 40 km. Sa psychiatre et son enseignant m'ont dit avec une grande admiration qu'il avait un quotient intellectuel extraordinairement élevé et cela dans tous les domaines. Or ce «surdoué», un enfant tout à fait normal et en bonne santé, ne pouvait pas travailler parce qu'il aurait ainsi ruiné son image. Au lieu d'apprendre, il passait son temps à mener par le bout du nez les personnes qui s'occupaient de lui grâce à un répertoire subtil de comportements étranges.

«L'école doit redevenir un lieu de pédagogie»

Il ne fait aucun doute que l'enseignement spécialisé et le travail social sont indiqués et utiles dans certains cas, mais il ne faut pas qu'ils prennent en main la pédagogie scolaire. Il ne devrait pas être permis que les entretiens avec les parents d'élèves ne soient plus consacrés à l'évolution scolaire des enfants mais à l'interprétation psychologique de leurs déficits. Il n'est pas acceptable non plus que les travailleurs sociaux fassent venir des élèves dans leur bureau quand ceux-ci ne s'entendent plus avec leur enseignant et qu'ensuite des élèves se lèvent en plein cours pour aller parler avec le travailleur social au lieu de faire face aux exigences de l'enseignant. On apprend que des élèves récalcitrants ont déjà appris à expliquer leur comportement lamentable de manière psychologique sans penser à aucun moment à le modifier.

L'école doit redevenir un lieu de pédagogie dans lequel l'enseignant doit pouvoir retrouver sa place en tant que spécialiste de l'apprentissage et de l'éducation. Elle n'est pas un lieu d'expérimentations psychosociales critiquables. Si l'on veut faire des enfants et des adolescents des «citoyens autonomes et responsables, des hommes de solidarité et croissante maturité en esprit et dans l'âme», comme le souligne le préambule à la loi scolaire du canton d'Argovie [cf. encadré ci-dessous], on a besoin d'enseignants auxquels ils peuvent se frotter et avec l'aide desquels ils peuvent grandir.

En Suisse, les communes et les cantons et par là même les citoyens et les contribuables sont responsables des écoles publiques. La mission éducative est inscrite aussi bien dans les constitutions cantonales que dans les lois scolaires. •

Préambule de la loi scolaire du canton d'Argovie

Le Grand Conseil du canton d'Argovie,

basé sur les paragraphes 28-35 et 38bis de la Constitution cantonale,
dans l'intention de donner au canton d'Argovie des écoles,
dans lesquelles la jeunesse est éduquée au respect du divin et au respect du prochain et de l'environnement,
à devenir des citoyens autonomes et responsables,
à devenir des hommes de solidarité et croissante maturité en esprit et dans l'âme,
dans lesquelles la jeunesse peut développer ses forces créatrices
et se familiariser avec le monde du savoir et du travail,

décide: […]

(Traduction Horizons et débats)

Un exemple éclatant pour banquiers et politiciens

«Vehdokter Ruedi»: le vétérinaire et philanthrope Rudolf Trachsel

par Heini Hofmann[*]

C'était un représentant remarquable de sa profession, le vétérinaire de Rüeggisberg, Rudolf Trachsel (1804-1894). Mais il n'était pas seulement praticien à succès et conseiller de l'Ecole vétérinaire à Berne; il s'est aussi engagé dans la politique de sa commune et du canton. C'était un grand philanthrope qui a apporté de la lumière dans «l'Asile du canton de Berne».

Aujourd'hui il serait peut-être honoré du prix Nobel de la paix; car il a fait pratiquement la même chose que le lauréat de 2006, le professeur d'économie *Junus,* «Banquier des pauvres» au Bangladesh: Il a combattu activement et avec succès la pauvreté et la misère en apprenant aux gens à faire des économies, et à cette fin il a fondé à Rüeggisberg, il y a 175 ans, la première banque de la région.

Une époque mouvementée

C'était l'époque des grands bouleversements politiques; la première moitié du XIXe siècle a apporté plus de changements politiques, économiques, techniques et sociaux que les deux siècles précédents. Quelques années avant la naissance de Trachsel, en 1798, l'Ancien régime s'est effondré. Il a été suivi de la République helvétique centraliste, sous l'influence de l'étranger, puis de la Médiation par la grâce de *Napoléon* avec le retour au fédéralisme d'avant. Avec la Restauration en 1815, la situation d'avant 1798 a refait surface.

C'est seulement avec la Régénération à partir de 1830 que le peuple a acquis davantage de possibilités de participation: En 1831, les libéraux ont imposé contre l'opposition des conservateurs, une révision de la Constitution cantonale; le résultat fut une démocratie représentative avec le Grand Conseil comme représentation du peuple. L'agriculture était également en mouvement; les paysans sont devenus les propriétaires du sol, au lieu d'être de simples travailleurs de la terre, assujettis à l'impôt. C'est en cette époque passionnante que le vétérinaire, politicien et philanthrope engagé a été actif.

Mort prématurée du frère médecin

Politiquement, le vaste territoire de la commune de Rüeggisberg comprenait plusieurs districts et hameaux. C'est dans un de ces hameaux que le vétérinaire Trachsel a grandi, dans la Bungerte (Baumgarten) près de Niederbütschel. Son père déjà, le paysan *Kaspar Trachsel*, a fait preuve de clairvoyance. Après la construction de la première fromagerie à Kiesen en 1815, il a construit la première fromagerie à Rüeggisberg également.

Le père Trachsel avait trois filles et trois fils. Le cadet, *Peter,* a repris la ferme parentale (à noter que celle-ci est encore dans les mains d'un des descendants de la famille). L'aîné, *Kaspar,* a étudié la médecine et il avait son cabinet dans le Stöckli des parents, directement au-dessus de la fromagerie. A part ça c'était un botaniste passionné. Il a publié des études fondamentales sur la flore alpine et a joui d'une renommée européenne; malheureusement il est décédé à l'âge de 44 ans, suite à un accident cérébral.

La médecine des animaux au lieu du charlatanisme

Après neuf ans d'école primaire à Niederbütschel et après avoir aidé à la ferme, *Ruedi* a commencé à 22 ans des études à Berne, à une époque où la médecine animale s'est détachée du charlatanisme et professionnalisée (il y prendra plus tard une part active). Les promoteurs de ce développement étaient les épidémies animales qui sévissaient périodiquement et l'importance croissante de l'élevage d'animaux de rente.

Alors que dans le temps, les vétérinaires apprenaient leur métier chez un praticien qui leur donnait un certificat après un temps d'apprentissage, cela a changé avec la fondation des écoles vétérinaires à Berne (1805) et à Zurich (1820). Au début, la médecine animale n'était qu'une section de la médecine humaine et elle ne s'en est émancipée que peu à peu. C'est à cette époque que le jeune Rudolf Trachsel a fait ses études. Un de ses professeurs à l'école vétérinaire était *Matthias Anker,* l'oncle du peintre exceptionnel *Albert Anker*, issu lui-même d'une dynastie de vétérinaires, car déjà le père, le grand-père et l'arrière grand-père avaient exercé la médecine animale.

Rudolf Trachsel (1804–1894)

Elisabeth Trachsel, née Scheuner

Après les études (de deux ans à l'époque) Rudolf Trachsel a reçu le certificat avec mention et il a ouvert son premier cabinet en 1828 – à l'âge de 24 ans – directement à côté du cabinet de médecin de son frère dans la Bungerte. Un an plus tard seulement, il a encore acquis le certificat de médecin pour les chevaux de l'armée et il a épousé la fille de paysans *Elisabeth (Bethli) Scheuner.* De ce mariage heureux – qui n'a pas été épargné de lourds coup du destin –, sont issus pas moins de quatorze enfants dont trois sont morts peu après la naissance.

Le métier comme vocation

Rudolf Trachsel, appelé aussi «Dokterrüedu», était un vétérinaire apprécié et aimé sur le plan professionnel, lequel, après le décès prématuré de son frère médecin, a souvent aussi été appelé pour l'aide médicale et comme dentiste. Et il a été fidèle toute sa vie à l'école vétérinaire: Pendant plus de deux décennies comme président de la commission de contrôle et membre du comité sanitaire ainsi que président de la commission d'examens des maréchaux-ferrants, dont la profession avait jadis une grande importance.

En plus de ses activités strictement professionnelles dans la région escarpée et peu praticable où il exerçait (il avait installé son cabinet dans son domaine de Niederbütschel, récemment acquis) qu'il parcourait à pied, à cheval ou en calèche dès l'aube et jusque tard le soir, il s'adonnait à des travaux scientifiques (il existe plusieurs ouvrages de lui aux *Archives suisses de médecine vétérinaire*) et il a fortement contribué au développement de l'*Ecole vétérinaire* nouvellement créée.

Engagement bénévole

Etant une personnalité capable, réfléchie et philanthrope, il a été appelé partout, il a exercé plusieurs fonctions bénévoles dans la commune, le district et le canton. Ainsi il a été syndic plusieurs années, juge de paix pendant 40 ans et président de la commission scolaire et du Conseil de paroisse.

Dans le district de Seftigen, il a servi pendant quinze ans comme sous-préfet, pendant quarante-cinq ans comme membre du Grand Conseil du canton de Berne en en devenant même deux fois président de par son ancienneté. Il a donné des impulsions importants au sein du Conseil constitutionnel bernois et pour l'élaboration d'une nouvelle loi pour les pauvres. Et tout cela en une période mouvementée et passionnante, lorsqu'en 1848 le pays s'est mué d'une alliance d'Etats en une Confédération.

Grande misère et pauvreté

Au XIXe siècle, le Schwarzenburgerland et la région de Rüeggisberg étaient connus comme «l'asile des pauvres» du canton de Berne. Le paysage vallonné, avec les fermes éloignées et isolées, a engendré une population renfermée, d'abord hostile à toute idée nouvelle. Pour cette raison, la modernisation de l'agriculture n'a été acceptée que peu à peu. De plus, le mauvais temps, les mauvaises récoltes et les épidémies ont causé des années de famine, et cela a conduit à l'endettement, au désespoir et à l'abandon, et en conséquence à la mendicité et à l'alcoolisme – un cercle vicieux.

Dans aucune autre commune du district de Seftigen ne vivaient autant de pauvres qu'à Rüeggisberg au début du XIXe siècle. Tous les jours le vétérinaire très pris a vu de près la misère humaine, souvent plus grande que les souffrances des animaux, et comme syndic il s'est inquiété de ce fardeau grandissant de la pauvreté. Avec la création d'une caisse d'épargne, il a voulu encourager les pauvres et les sans-espoir à l'économie, et avec elle leur apprendre à s'aider eux-mêmes.

Un hold-up avec happy-end

Grâce à son énergie et à sa réputation, il a réussi à fonder en 1835 la Ersparniskasse Rüeggisberg (Caisse d'épargne) qui existe toujours. Et cela avec des règles claires: Dépôt minimum de 3 batz, le bien maximal ne devait pas dépasser 1000 francs bernois. Le taux d'intérêt était de 3 pour cent et il existait un fond de caution de 10 000 francs pour d'éventuelles pertes. Pendant près de 50 ans (!) Rudolf Trachsel fut le président du Conseil d'administration de cette banque pionnière.

Mais d'un coup – alors qu'il s'était retiré pour cause d'âge, une chose horrible s'est produite: En 1885, juste 50 ans après sa fondation, le caissier *Friedrich Binggeli* s'en est allé avec presque tout l'argent comptant et s'est enfui en Amérique où il n'a pas pu être appréhendé, mais d'où il a au moins encore écrit une carte postale… Alors tout le travail constructif était en jeu, et pour cette raison on a de nouveau fait appel au vieux Trachsel qui a en effet réussi à sauver la banque et avec elle l'œuvre de sa vie.

Coups du destin et lueur d'espoir

Dans le privé, le professionnel à succès, le politicien et bienfaiteur a également dû encaisser plusieurs coups du destin. En 1876 sa femme aimée, Bethli, est décédée; sans son soutien dévoué, il n'aurait jamais pu réussir son œuvre. Trois ans plus tard, en 1879, le vieux père a dû ramener à la maison son fils *Daniel,* mort d'une chute de la Bürglenfluh. Et en 1888 une de ses filles, *Elisabeth,* fut assassinée à Oberlindach lors d'un rapt brutal. Lorsque le vétérinaire Rudolf Trachsel est décédé lui-même en 1894 à l'âge de 90 ans d'une attaque d'apoplexie, 7 de ses 14 enfants étaient encore en vie.

Et une autre chose lui a survécu: L'amour de son métier; car un de ses fils, qui s'appelait aussi *Rudolf*, a poursuivi le travail dans son cabinet et son fils *Karl* est aussi devenu vétérinaire. C'est même jusqu'aujourd'hui que ses descendants sont restés fidèles à la médecine vétérinaire.

Dans la discussion actuelle sur les arnaques des banques, le philanthrope Trachsel nous apparaît comme un exemple éclatant pour banquiers et politiciens. Si à l'époque le prix Nobel de la paix avait déjà existé, le vieux docteur des animaux, le politicien, fondateur de banque et philanthrope Trachsel en aurait été un digne candidat. Mais probablement que le «Docterrüedu» n'aurait pas voulu de cette attention liée à sa personne. •

(Traduction *Horizons et débats*)

[*] L'auteur a été vétérinaire de zoo et de cirque et il travaille aujourd'hui comme publiciste scientifique libre; le docteur des animaux Trachsel a été son arrière-grand-père.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom:

Rue / Nº:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Théâtre en plein air

hh. En été 2010 sera présentée à Rüeggisberg, dans le Mittelland bernois, une pièce de théâtre en plein air sur la vie et le travail du vétérinaire et humaniste *Rudolf Trachsel,* écrit et dirigé par *Urs Hirschi* de Belp. Cette pièce sera présentée au milieu du village avec en coulisse une ancienne ferme de caractère historique. Car la fille aînée du vétérinaire et son mari *Friedrich Hofmann,* également issu d'une bonne famille de Rüeggisberg et qui fut plus tard nommé Préfet de Seftigen [une autre commune du canton de Berne] habitèrent dans cette même ferme. L'un de leurs petits-fils était le poète du terroir *Hermann Hofmann* de Uetendorf [village bernois].

Une pièce de théâtre historique, joyeuse et contemplative qui, en cette période de crise, donne à réfléchir et pourrait servir de leçon aux banquiers et politiciens.

www.vehdokter.ch

(Traduction Horizons et débats)